

Fraternité

Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt

ARRÊTÉ D'AMENAGEMENT N°2025/047
portant approbation du document d'aménagement
de la forêt communale d'ETEIMBES
pour la période 2026 – 2045

LE PRÉFET DE LA RÉGION GRAND EST PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST PRÉFET DU BAS-RHIN OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

- VU le code forestier et notamment les articles L124-1 1°, L212-1 à L212-3, D212-1, D212-2, R212-3, R212-4, D212-5 2°, D214-15 et D214-16 ;
- VU le schéma régional d'aménagement d'Alsace, arrêté en date du 31/08/2009;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 16/02/2007 réglant l'aménagement de la forêt communale d'Eteimbes pour la période 2006 2025 ;
- VU la délibération du Conseil municipal de la commune d'Eteimbes en date du 27/02/2025 déposée à la Sous-Préfecture du Haut-Rhin à Altkirch le 04/03/2025, donnant son accord au projet d'aménagement forestier qui lui a été présenté;
- VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature au directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Grand Est;
- SUR proposition du directeur territorial de l'Office national des forêts :

ARRÊTE:

<u>ARTICLE 1er</u>: La forêt communale d'Eteimbes (Haut-Rhin), d'une contenance de 123,20 ha, est affectée prioritairement à la fonction de production ligneuse et à la fonction écologique, tout en assurant sa fonction sociale et de protection physique, dans le cadre d'une gestion durable multifonctionnelle.

ARTICLE 2: Cette forêt comprend une partie boisée de 122,38 ha, actuellement composée de chêne sessile ou pédonculé (44 %), hêtre (21 %), charme (10 %), bouleau verruqueux (8 %), douglas (4 %), érable sycomore (4 %), épicéa commun (3 %), mélèze d'Europe (2 %) et autres feuillus (4 %). Le reste, soit 0,82 ha, est constitué d'emprises, d'une ligne électrique, d'une station de télécommunication et d'un abri de chasse, incluses dans la forêt.

Les peuplements susceptibles de production ligneuse seront traités de la façon suivante :

56,73 ha en futaie régulière,

65,65 ha en futaie irrégulière,

0,82 ha en hors sylviculture.

L'essence principale objectif qui détermine sur le long terme les grands choix de gestion de ces peuplements sera le chêne sessile (122,38 ha). Les autres essences seront maintenues comme essences objectif associées ou comme essences d'accompagnement.

ARTICLE 3: Pendant une durée de 20 ans (2026 - 2045):

- la forêt fera l'objet des mesures de gestion suivantes :

56,76 ha seront parcourus par des coupes d'amélioration et des travaux d'amélioration "jeunesse",

65,65 ha bénéficieront d'un traitement irrégulier,

0,82 ha seront laissés en attente sans interventions/hors sylviculture,

- toutes les mesures contribuant au rétablissement ou au maintien de l'équilibre sylvocynégétique seront systématiquement mises en œuvre, et les demandes de plans de chasse seront réévaluées chaque année au regard des observations sur l'évolution des populations de grand gibier et des dégâts constatés sur les peuplements;
- les mesures définies par les consignes nationales de gestion visant à la préservation de la biodiversité courante (notamment la conservation d'arbres isolés à cavités, morts, ou sénescents) ainsi qu'à la préservation des sols et des eaux de surface, seront systématiquement mises en œuvre.

<u>ARTICLE 4</u>: Le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture, et de la forêt, et le directeur territorial de l'Office national des forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la région Grand Est.

Fait à Metz, le 28 mars 2025
Pour le Préfet et par délégation,
Pour le directeur régional de l'alimentation, de
l'agriculture et de la forêt,
Le chef du service régional de la forêt et du bois,

Frédéric LEVY

Voies et délais de recours: Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Strasbourg, dans le délai de deux mois à compter de sa publication et / ou notification. Ce recours peut être déposé sur le site www.telerecours.fr. Ce délai est prorogé si un recours administratif (gracieux ou hiérarchique) est introduit dans ce même délai de deux mois à compter de sa publication et ou notification.